

RECHERCHE DE L'ENQUETE SUR LES ALLOCATIONS FAMILIALES, INSTITUÉES POUR UN SEUL TERRITOIRE
PAR LE TITRE XI DU CODE DE PROPOSITIONS A ETRE APPROUVE.

Rapport de la Commission

L'autorité de la commission rappelle que fin de réunion de la Commission ~~provinciale~~
en session à Kigali le 20 et 21 décembre l'an dernier, une motion avait été adoptée en
vue d'une enquête sur l'application agricole et économique du décret sur les
allocations familiales.

Par ailleurs, le représentant formule une lettre au Gouverneur du R.G. lui
adressée. celle-ci lui indique que des propositions ont été faites au Gouverneur Général,
en vue de faire modifier le décret dans les termes ci-dessous:

"voir enclos de l'avis du Ministère des allocations familiales les travailleurs agricoles
"et ceux affectés à la production des travaux ruraux pour autant
"qu'ils effectuent leur travail dans leur sous-district d'origine ou à moins de
"5 km du lieu de leur résidence habituelle."

Ce point de vue avait été exposé par le Président de la commission TPSI, précisé.

Répondant au demandeur, monsieur le Directeur des A.I.A., ~~signale~~ que les
enquêtes demandées sont en cours mais ne sont pas suffisamment complètes - il manque
celles de l'urundi pour en faire une synthèse. D'autre part, le Chef de service ~~fait~~
~~communique~~ une lettre du Gouverneur Général accusant réception des propositions
du Gouverneur du Rwanda-Urundi. Dans cette lettre, le Gouverneur Général ~~dicta~~ a
avoir transmis au Département un projet comportant plusieurs modifications au décret,
ce que ~~ces~~ moyennant lesquelles la nouvelle législation sur les allocations familiales
pourrait être appliquée telle quelle au Rwanda-Urundi.

Le Directeur des A.I.A. fait également ~~remarquer~~ que la question soulevée
est plutôt du ressort des commissions TPSI.

Un membre demande de faire confiance au Gouverneur Général, qui connaît bien
le pays.

~~Le rapporteur~~

La Commission se rallie ensuite à l'unanimité au vœu suivant:

"La Commission émet le vœu que la Commission provinciale TPSI reprene en
sa prochaine séance l'examen des résultats de l'enquête ~~achetement~~ en cours; pour le
surplus, vu les projets de modification du décret, fait confiance au Gouverneur Général
afin d'aboutir à une solution satisfaisante."

Le rapporteur,

X
L/ Ruhengeri

Ruhengeri



133